

Nouveaux fronts et priorités de la CSI

Région: les Amériques

Confédération syndicale des travailleurs et des travailleuses des Amériques (CSA)

Nouveaux fronts 2014-2018

TOILE DE FOND – CONTEXTE RÉGIONAL DE LA PÉRIODE (2014 – 2018):

CONTEXTE: Au cours des quatre années qui se sont écoulées depuis le 3^e Congrès de la CSI, la dynamique et les positions des syndicats ont été influencées par le climat politique, économique et social de la région. La crise économique qui s'est aggravée dans la plupart des pays a eu des répercussions négatives sur la population qui se sont traduites par des pertes d'emploi, une hausse de l'informalisation et de la précarisation de l'emploi, ainsi que par des politiques d'ajustement rétrogrades dans une majorité de pays, remettant à l'ordre du jour les solutions toutes faites de l'orthodoxie néolibérale des années 1980. Cependant, la vague politique conservatrice qui a submergé la région ces trois dernières années constitue certainement l'élément qui a eu l'incidence la plus marquée après près de 15 ans de gouvernements progressistes dans plusieurs pays.

Que ce soit par les urnes ou par des manœuvres institutionnelles au travers du parlement et/ou du pouvoir judiciaire, la droite s'est emparée du pouvoir dans des pays clés de la région, comme l'Argentine, le Brésil, le Chili et les États-Unis, et elle a préservé son hégémonie au Honduras, en Colombie, au Paraguay et au Pérou. Ce retour de la droite conservatrice a eu pour corollaire un discours réactionnaire, autoritaire et bien souvent fascisant, ce qui place la région dans une fâcheuse posture antidémocratique. Ainsi, depuis son élection aux États-Unis, Donald Trump a enchaîné les attaques contre les migrants, les femmes et tout ce qui représente la diversité. Son pays est revenu à une rhétorique guerrière, encline à l'ingérence et l'unilatéralisme qui menace la paix dans plusieurs régions de la planète. Néanmoins, le cas du Brésil est, à n'en pas douter, le plus grave. Depuis la réélection de la présidente Dilma Rousseff, fin 2014, l'offensive de déstabilisation s'est poursuivie sans relâche et a abouti au coup d'État parlementaire qui a vu la destitution de la présidente élue. Les attaques ont ensuite visé le Parti des Travailleurs (PT) et sa principale figure politique, l'ancien président Lula, dans le but de les exclure du jeu politique institutionnel. Des procès montés de toutes pièces sans véritable droit à la défense et des campagnes médiatiques visant à briser l'image de Lula l'ont mené en prison et l'ont définitivement écarté des élections de 2018 dont il était le principal favori. Cela a également ouvert la voie à une forme de droite fasciste qui menaçait, au moment de rédiger le présent rapport, d'obtenir le poste de président au second tour des élections. Ce coup d'État parlementaire, juridique et médiatique n'avait pas pour seul objectif de neutraliser les ambitions du président Lula, mais plus spécifiquement d'imposer une réforme opposée au travail et un programme d'ajustement économique et social et de faciliter la privatisation et la vente des principales entreprises et des richesses du pays.

La vague conservatrice se réfugie derrière la crise pour imposer ses solutions toutes faites. Prenant exemple sur le Brésil, les gouvernements d'Argentine, du Chili et d'autres pays concentrent leurs attaques sur la réduction ou l'élimination des acquis de la classe ouvrière en matière de droits au travail et de sécurité sociale. De même, les organisations sociales sont traitées en délinquantes et poursuivies, l'action des syndicats donne lieu à des recours en justice et le droit de grève est supprimé ou son exercice rendu difficile, comme en Argentine et au Costa Rica. En Colombie, au terme d'un processus complexe de négociation, des accords de paix ont été signés en 2017. Cependant, la droite politique en a fait la cible de sa campagne électorale, tout en prônant l'adoption de politiques d'ajustement budgétaire plus poussé, ce qui lui a valu de remporter les élections en 2018. Depuis, le pays a vu renaître la violence antisyndicale et à l'encontre des militants sociaux. Ainsi, depuis le 7 août 2018, jour de la prise de fonction du nouveau gouvernement, 24 dirigeants sociaux ont été assassinés – plus de 300 depuis la signature des accords de paix en 2017.

Tout au long de cette période, la CSA a agi aux côtés de ses organisations affiliées pour riposter à cette conjoncture complexe en maintenant au cœur de sa vision politique la nécessité de poursuivre l'offensive des syndicats face aux attaques des gouvernements et des employeurs, en renforçant la solidarité syndicale et se présentant comme défenseurs et facteurs de consolidation de la démocratie. On a assisté à une mobilisation active de la solidarité syndicale, en particulier avec le Brésil, l'Argentine et la Colombie. Les pays où les syndicats ont été le plus pris pour

FAITS MARQUANTS EN 2014 – 2018

Au cours de la période examinée, la CSA a organisé plus de 500 activités aux niveaux national, sous-régional et international auxquelles ont participé plus de 10 000 personnes, militants et dirigeants syndicaux ou représentants d'autres organisations sociales. La participation des militantes y a été particulièrement forte, représentant près de 40 pour cent du total des participants, et celle des jeunes était en progression (entre 15 et 20 pour cent). Le Secrétariat s'est rendu dans toute la région pour accompagner directement la plupart des organisations affiliées en apportant une solidarité active dans plusieurs pays. La crise économique, qui a réduit les moyens que les organisations affiliées pouvaient allouer de façon solidaire à la CSA, de même que le départ de certaines de ces organisations en mars 2016 ne l'ont pas empêchée de poursuivre sur sa lancée politique ni de maintenir le programme stratégique qu'elle avait adopté lors de son [Congrès de 2016](#). L'année 2017 a été particulièrement complexe d'un point de vue financier, mais il a été possible d'adopter les mesures administratives et organisationnelles qui ont permis un redressement en 2018, de manière à recentrer l'action politique du syndicalisme dans les Amériques.



1. LE 3^E CONGRÈS DE LA CSA A RENFORCÉ LA LIGNE QUE L'ORGANISATION S'ÉTAIT FIXÉE EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE ET DES DROITS, ET POUR DES EMPLOIS PLUS NOMBREUX ET DE MEILLEURE QUALITÉ – [vidéo](#)

La CSA a tenu son principal événement politique statutaire en mars 2016, dans le contexte politique régional décrit plus haut. Elle y a défini, au travers des résolutions adoptées, son action politique et syndicale pour la période 2016-2020.



Les résolutions abordent divers thèmes qui structurent les quatre axes stratégiques d'action: développement durable ; travail décent et liberté syndicale ; organisation syndicale et autoréforme ; et paix, démocratie et droits humains. Les participants au Congrès ont par ailleurs approuvé par un vote majoritaire les motions d'appui à la démocratie au Brésil et d'opposition au coup d'État parlementaire, de solidarité avec la présidente Dilma Rousseff et d'appui à la paix en Colombie, ainsi que celles relatives aux politiques néolibérales de l'actuel gouvernement argentin et aux populations d'ascendance africaine – reconnaissance, justice et développement.

- **STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE DE LA PLADA:** La stratégie de mise en œuvre de la Plateforme syndicale de développement pour les Amériques (PLADA), lancée en 2014, s'est maintenue tout au long de la période concernée. Elle s'articule autour de plusieurs axes, parmi lesquels: **Autonomisation des organisations affiliées:** ces dernières ont bénéficié d'un développement de leurs connaissances et d'une plus grande autonomisation en lien avec la PLADA, dans le but d'élaborer des stratégies destinées à influencer les politiques de développement tant au niveau national que régional. Pour ce faire, on a mené des formations en classe ou à distance, conçu du matériel pédagogique et de communication, et partagé ce contenu dans différents espaces institutionnels (Organisation internationale du Travail [OIT], Organisation des États américains [OEA],





ITUC
CSI
CSI
IGB

International Trade Union confederation
Confédération syndicale internationale
Confederación Sindical Internacional
Internationaler Gewerkschaftsbund

Commission économique pour l'Amérique latine [CEPAL]), ou lors d'événements avec d'autres organisations non syndicales.

- **Stratégie de formation:** inclusion des contenus de la PLADA dans les plans d'action de formation nationale des centrales syndicales. On a développé les processus de formation à distance et en classe consacrés à la PLADA et lancés par la CSA ([Réseau d'écoles syndicales et cours CSA-CEPAL](#)), et conçu et diffusé les manuels dont nous disposons: [PLADA Genre](#), PLADA Jeunesse, PLADA Droits humains



2. Coordination avec le Programme de développement à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable:

Synthèse de l'analyse syndicale sur la direction que devrait prendre le développement pour la région, la PLADA a servi de prisme au travers duquel les syndicats ont abordé le Programme de développement à l'horizon 2030 (Programme 2030) et les Objectifs de développement durable (ODD). Que ce soit dans les enceintes syndicales internationales ou au sein des instances où se réunissent les gouvernements, les employeurs, les institutions internationales et la société civile, la PLADA offre une base argumentaire à propos des ODD et de leurs différentes cibles. Divers documents ont été rédigés (brochure et dépliant) pour comparer les ODD et la PLADA, et une vidéo de vulgarisation a été réalisée sur ce sujet.

POLITIQUES D'ALLIANCES: La CSA a poursuivi sa politique de renforcement de la stratégie de mise en place d'alliances entre les luttes sociales et syndicales. Lancée en 2015 à La Havane avec la participation de diverses organisations régionales et nationales, la « [Journée continentale pour la démocratie et contre le libre-échange](#) » offre

désormais un espace de référence pour l'unité des mouvements sociaux de la région dans un contexte de régression et d'attaques contre la démocratie. Ses participants, auxquels se sont joints divers mouvements populaires, sont parvenus à organiser des dizaines d'actions et de mobilisations conjointes en novembre 2016. Les efforts déployés pour la Journée de 2017 ont porté avant tout sur l'organisation de la Rencontre de Montevideo en novembre, un événement qui a rassemblé plus de 5000 militants et dirigeants sociaux de tout le continent – dont 2500 femmes. Leur objectif était de réfléchir, de mettre en commun leurs expériences et de constituer des programmes s'articulant autour des thèmes de la journée: opposition au libre-échange et aux entreprises transnationales pour défendre la démocratie et en faisant participer les peuples. Comme pour les années précédentes, la Journée de 2018 est restée axée sur la coordination et la présence unitaire au sein des différentes instances et lors des diverses rencontres. Ses participants se préparent en outre à se



mobiliser aux côtés d'autres mouvements sociaux contre les réunions du G20 et du FMI à Buenos Aires, à la fin du mois de novembre 2018.

3. TRAVAIL DÉCENT ET LIBERTÉ SYNDICALE:

Un des quatre axes stratégiques de la CSA, celui consacré au travail décent et à la liberté syndicale, s'est renforcé pour devenir l'un des éléments majeurs de l'action syndicale dans la région. Que ce soit au travers du travail mené par le Réseau syndical des droits humains, coordonné depuis la CSI, ou du soutien offert par l'Équipe juridique continentale, les organisations syndicales en sont venues à assumer un rôle de plus en plus actif face aux attaques contre la liberté syndicale et la négociation collective ou contre les autres droits fondamentaux au travail.



- **Commission de l'application des normes de la Conférence de l'OIT:** tout au long de la période examinée, le mouvement syndical a participé de façon coordonnée et solide à la Commission de l'application des normes de la Conférence internationale du Travail (CIT) de l'OIT grâce à une préparation préalable avec les organisations affiliées de la CSA-CSI et des fédérations syndicales internationales (FSI). Ensemble, ils ont mis en place un processus de préparation régionale pour discuter de la proposition de liste soumise à la commission et de la position syndicale pour les autres commissions de la CIT. Cela a permis de défendre la position de la CSA-CSI lors des séances consacrées aux cas individuels des pays du continent, en demandant l'adoption de conclusions assorties d'exigences concrètes et claires à l'adresse des gouvernements afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour protéger les droits des travailleuses et des travailleurs. Dans le cadre de ce processus, les organisations affiliées tiennent des réunions régionales d'évaluation de la Commission de l'application des normes pour renforcer la stratégie politique en vue de la participation aux futures sessions de la commission et au système de contrôle de l'OIT.
- **Système interaméricain des droits de l'homme:** les syndicats ont renforcé leur participation au Système interaméricain des droits de l'homme de l'OEA et leur influence sur son programme. Cela s'est fait par différentes contributions auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), la tenue d'audiences thématiques de la CIDH et la définition de cas emblématiques devant être soumis à la compétence de la Cour interaméricaine en matière contentieuse. L'une des audiences de la CIDH concernant la liberté syndicale au Paraguay (avril 2016) visait à dénoncer la recrudescence des persécutions et de la répression à l'encontre du syndicalisme dans le pays. Une autre, portant sur le même thème au Mexique (décembre 2016), a permis de dénoncer le recours persistant et généralisé aux contrats collectifs de protection patronale, qui entravent la représentation collective démocratique et indépendante de la main-d'œuvre. Deux audiences individuelles ont eu lieu en octobre 2017, l'une consacrée au Brésil pour traiter des effets négatifs des réformes du travail sur les droits humains au travail et l'autre portant sur l'Argentine pour aborder la question de la criminalisation de la syndicalisation et les activités des avocats en droit du travail. En octobre 2018 s'est tenue [l'audience sur les garanties des libertés d'expression, d'association et de rassemblement pacifique des organisations syndicales en Amérique](#) au cours de laquelle ont été analysés les cas du Brésil, de la Colombie, de l'Argentine, du Chili et du Honduras. La CSA et des organisations affiliées de Colombie, du Brésil et des États-



Unis ont fait part de leur point de vue aux membres de la CIDH.

4. ÉQUITÉ ET ÉGALITÉ DE GENRE



En septembre 2015, la CSA et son Comité des femmes travailleuses des Amériques (CMTA) ont organisé la **PREMIÈRE CONFÉRENCE DES TRAVAILLEUSES DES AMÉRIQUES** placée sous le thème « Démocratie, autonomie des femmes et égalité de genre ». Quelque 200 femmes ont participé à cet événement qui est devenu l'un des temps forts pour le mouvement syndical du continent. Il a permis de définir un modèle qui met en avant des aspirations historiques à l'appui d'une égalité complète et d'une vie dans la dignité pour les travailleuses, de même que les critères fondamentaux de démocratie dont doit être empreinte la vie de nos organisations et un principe de justice qui nous conduise vers des sociétés et des organisations inclusives, respectueuses de la diversité et animées d'une ambition de développement durable où toutes et tous ont leur place à parts égales.

Il existe une formation en ligne d'autonomisation et de renforcement de nouvelles équipes visant à exercer une influence politique sur le [programme de développement durable dans une optique syndicale](#).

Violence et harcèlement dans le monde du travail: action concertée et coordonnée, avec des initiatives précédant les discussions à la CIT de 2018, notamment à la Commission de l'application des normes et lors des débats et de la négociation portant sur la nouvelle norme relative à la violence et au harcèlement dans le monde du travail, en mettant en exergue le rôle de nos dirigeantes.



Justice climatique et transformation industrielle

Donnant suite aux résolutions de son troisième congrès et aux orientations du pilier environnemental de la PLADA, la CSA s'est concentrée sur les priorités suivantes au cours de la période écoulée:

- Nous avons renforcé notre travail d'influence sur les politiques nationales et régionales de développement. Ces quatre dernières années, nous avons progressé en matière d'action syndicale concrète vers un nouveau schéma économique viable du point de vue socio-environnemental, en renforçant un nouveau modèle de pérennisation.
- Nous avons accordé la priorité au suivi des processus de négociation portant sur le changement climatique. Nous avons renforcé la stratégie d'alliance et d'union avec les organisations et les mouvements sociaux en consolidant la capacité syndicale de négociation dans le cadre des Nations Unies.
- Dans le même ordre d'idées, nous avons participé activement à la négociation et à la mise en œuvre du Programme 2030 aux niveaux national, régional et mondial. Conscients des avancées que représentent les ODD, mais aussi de leurs faiblesses et de leurs lacunes, nous avons fait des principes énoncés dans la PLADA un instrument politique destiné à donner de l'élan aux propositions syndicales propices à un nouveau modèle de développement. La PLADA offre une série de définitions qui découlent de l'ensemble des luttes et des débats



populaires et qui ont pu donner naissance à une vision globale du développement.

- Nous avons progressé vers une systématisation de l'action autour du thème de la démocratisation énergétique, ainsi que vers une vision régionale du concept de transition juste. Avec la tenue de la [troisième conférence régionale de la CSA sur l'énergie, l'environnement et le travail](#), nous avons fait avancer l'idée d'une stratégie syndicale à l'appui d'un système énergétique qui fonctionne dans l'intérêt de toutes et de tous et qui résiste à la privatisation du patrimoine naturel et des ressources énergétiques.
- Dans la même optique, nous avons évolué vers une systématisation de la vision régionale du concept et des processus de transition juste, tenant autant compte des particularités et de la diversité du monde du travail que de ses formes collectives d'organisation.

Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement

En application du Plan stratégique adopté en octobre 2016, diverses activités nationales et internationales ont eu lieu au cours de la période examinée et ont pu compter sur la participation de plusieurs mouvements sociaux, de la CSA et des FSI dans le but d'analyser l'incidence des actions des multinationales dans la région. De même, la CSA s'est associée à la Campagne mondiale en faveur du traité contraignant relatif aux droits humains et aux entreprises. Ces forums ont servi à réaffirmer la politique de la CSA relative à l'action à mener face aux entreprises multinationales et à leurs stratégies de production dans des [chaînes mondiales de production](#), en reconnaissant qu'il fallait adopter une démarche globale (formation, organisation, questions juridiques et influence) qui parte de l'action des centrales et de la CSA en coordination et en concertation avec la CSI, au travers de la campagne « [Halte à la cupidité des entreprises](#) », ainsi qu'avec les FSI. Il faut aussi nouer des alliances avec les mouvements sociaux pour agir de concert. Deux espaces d'action sont fondamentaux dans ce contexte: la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme, d'une part, et le processus d'adoption d'un traité contraignant d'autre part.



Projet avec la DGB-Bildungswerk sur les chaînes de valeur: entamé en février 2017 dans le but d'aider les centrales syndicales d'Argentine, du Brésil, du Costa Rica, du Panama et du Salvador à élaborer des stratégies de défense des droits des travailleuses et des travailleurs des chaînes d'approvisionnement, il s'agit de tirer parti de l'action menée dans le cadre du projet « Halte à la cupidité des entreprises » que coordonne la CSI. Diverses activités ont été menées à ce jour: diagnostics et enquêtes dans chacun des pays, formation au travers [d'un cours de base à distance sur les chaînes mondiales de production et l'action syndicale](#), ainsi que deux réunions régionales. Cela a eu pour principale conséquence de renforcer l'action syndicale de la région et la démarche à adopter à

l'égard des entreprises multinationales et des chaînes mondiales de production dans différents contextes. Pour ce faire, de nombreuses actions sont mises en œuvre dans les domaines de la formation, de l'organisation et de la sensibilisation, et une feuille de route a été établie, alignée sur d'autres domaines et programmes élaborés par la CSA et ses organisations affiliées dans les cinq pays participant au projet.

S'agissant de la volonté de coordonner les syndicats autour de la campagne en faveur de l'approbation d'un traité contraignant relatif aux entreprises et aux droits humains, la CSA a participé à Genève aux deuxième et troisième sessions du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'homme. En 2016, lors de la deuxième session, la CSA est intervenue pendant les séances officielles et lors d'événements de la société civile afin d'y présenter le point de vue de la région sur ce thème. À la troisième session, en 2017, il a été possible de se coordonner avec la CSI et d'autres FSI afin d'inscrire les positions des syndicats dans le document reprenant les éléments du projet d'instrument élaboré par

le gouvernement équatorien, qui préside le groupe de travail. De la même manière, diverses initiatives et actions ont été coordonnées avec les organisations qui participent à la campagne mondiale en faveur d'un traité contraignant. En 2018, les syndicats seront davantage présents et auront débattu de différentes stratégies après avoir analysé l'avant-projet soumis à l'examen de la présidence du groupe en vue d'une discussion à la quatrième session.

Élimination de l'esclavage

Travail forcé: la CSA a profité d'une [réunion continentale](#), organisée en juillet 2017 à Buenos Aires, pour consolider sa stratégie et son plan d'action en faveur de l'élimination du travail forcé. Cette réunion a également permis d'approfondir le débat sur ce thème aux niveaux mondial, régional et national, et de faire connaître la campagne de la CSI de ratification du Protocole de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé. L'organisation assure un suivi permanent, en coordination avec ses organisations affiliées, des avancées et des reculs en matière de politique de lutte contre le travail forcé ou de formes d'esclavage moderne, notamment la traite des personnes, l'exploitation sexuelle ou les pires formes de travail des enfants. La stratégie et le plan d'action prévoient désormais une harmonisation avec les cibles de la campagne thématique (Nouveaux fronts) de la CSI sur l'élimination de l'esclavage, l'ODD n° 8.7 et la réalité des chaînes mondiales de production. Un appui a été apporté à l'action menée par les centrales du Paraguay dans la région du Chaco dans le but de dresser un inventaire du travail forcé dans la région et de promouvoir les droits humains et l'organisation des travailleuses et des travailleurs.



- **Éradication du travail des enfants:** la CSA s'attache à renforcer l'organisation et l'influence du Réseau continental de lutte contre le travail des enfants, qui porte également sur la communication ([réseaux sociaux](#)). La CSA et ses organisations affiliées, en coordination avec la CSI, ont participé activement aux préparatifs et à la tenue de la [quatrième Conférence mondiale sur l'élimination durable du travail des enfants](#), qui a eu lieu à Buenos Aires, du 14 au 16 novembre 2017. Ces préparatifs ont atteint leur objectif de compter sur une participation solide, coordonnée et unitaire en vue d'exercer une influence politique sur le débat et les résultats de la quatrième conférence. Au deuxième semestre de 2016 et au premier de 2017, des activités syndicales sous-régionales ont été organisées pour le Cône Sud, la région andine, l'Amérique centrale, le Mexique et les Caraïbes, et une réunion régionale tripartite a eu lieu pour les centrales syndicales affiliées, les organisations amies et les FSI. Ce processus a également donné lieu à un suivi de la participation syndicale à l'Initiative régionale – Amérique latine et les Caraïbes sans travail des enfants. De même, la stratégie syndicale a pu être alignée sur le Programme 2030, en particulier en ce qui concerne la cible 8.7 des ODD, et deux documents ont été publiés: le livre *Perspectivas y Acciones del Sindicalismo de las Américas en materia de trabajo infantil* (Perspectives et actions du syndicalisme des Amériques en matière de travail des enfants) et le dépliant *Sindicalismo de las Américas y la lucha contra el trabajo infantil* (Syndicalisme des Amériques et lutte contre le travail des enfants), qui ont servi de base à l'intervention des syndicats lors de la quatrième conférence, en 2017, ainsi qu'aux activités qui seront menées ces prochaines années.



Pays à risque

Guatemala: tout au long de la période examinée, la [campagne sur un travail digne pour une vie digne](#) a donné lieu à un suivi constant, permettant de fournir un soutien aux organisations affiliées lors de la présentation de plaintes devant la Commission d'experts et la Commission de l'application des normes de l'OIT, motivées par le manque de volonté politique de l'État guatémaltèque de s'opposer à l'impunité systématique et aux violations généralisées des droits syndicaux et du travail, ce qui enfreint clairement la feuille de route signée entre le gouvernement et l'OIT. Du reste, un accompagnement a été donné aux initiatives de formation, de coordination et d'influence des organisations affiliées et des FSI, dans le but de renforcer leur capacité d'action nationale et internationale.



Haïti: donnant suite au processus de solidarité internationale à l'appui du renforcement du mouvement syndical haïtien, la CSA continue de garantir la coopération syndicale avec le pays afin de promouvoir le droit d'organisation, la protection sociale, l'égalité de genre et l'unité syndicale. Une [vidéo a été produite en 2017 en espagnol, en anglais, en français et en portugais](#) afin de faire connaître les résultats de la coopération internationale dans le cadre du renforcement syndical en Haïti. En 2018, en association avec la CSI et le Bureau des activités pour les travailleurs du BIT (ACTRAV), la CSA a mené une mission de suivi du programme Better Work en Haïti, qui cible le fonctionnement des entreprises textiles relevant de son champ d'action. D'une manière générale, la mission a constaté de graves problèmes liés à la liberté syndicale et aux politiques antisyndicales dans les entreprises du secteur. Les mécanismes de médiation des conflits et le rôle des organismes publics sont très faibles, voire inexistants. D'autre part, on constate une ingérence de la part des employeurs en ce qui concerne la reconnaissance de la représentation légitime des syndicats qui doivent siéger dans les instances mises en place pour le dialogue social. En accord avec les centrales syndicales, la mission a remis une série de propositions que devront examiner le programme Better Work et l'OIT afin d'améliorer l'efficacité de leur programme.

Cohérence mondiale et développement

Réseau syndical de coopération au développement (RSDC): renforcement de l'incidence du réseau sur les politiques de développement et de coopération (surtout dans la mise en place du Programme 2030) grâce à la relation directe avec la CEPAL qui coordonne le suivi des ODD sur le continent américain. Voici les principaux axes de travail:

- élaboration [d'études/d'analyses](#) sur les politiques de développement aux niveaux national et régional ;
- formation et augmentation de la participation des organisations affiliées à la CSA à des [discussions mondiales](#) sur le développement ;
- [diffusion](#) de la PLADA auprès des gouvernements, des organisations multilatérales et internationales, des partis politiques et d'autres acteurs sociaux.
- **ateliers nationaux** consacrés aux contenus spécifiques de la PLADA, en établissant un parallèle avec les ODD (éventuellement avec le soutien technique de la CEPAL) – avec la participation de membres du RSCD-CSA et du Groupe de travail sur le développement et l'intégration hémisphérique (GTDIH).
- **publication du document** [Perspectivas políticas comparadas de la PLADA y de la Agenda 2030](#) (Perspectives politiques comparées de la PLADA et du Programme 2030), qui établit un dialogue entre le Programme 2030 et les accords figurant dans la PLADA.



- Protection sociale:** la CSA a consolidé son programme de défense de la protection sociale universelle aux niveaux national et régional. Des activités nationales ont été menées en 2017 et 2018 dans cinq pays de la région pour renforcer la capacité de proposition et d'influence des centrales syndicales affiliées dans le domaine de la protection sociale. Des études y ont été conçues sur les thèmes de la politique budgétaire, des socles de protection sociale et de l'économie des soins. Deux réunions régionales ont été organisées. La première avait pour objectif de faire progresser l'action syndicale pour la garantie du droit à la protection sociale des travailleuses et travailleurs migrants dans la région des Amériques grâce à des accords multilatéraux, comme l'Accord multilatéral du Mercosur sur la sécurité sociale ou la Convention multilatérale ibéro-américaine de sécurité sociale. La deuxième réunion régionale a abordé le thème des réformes budgétaires et de la protection sociale, d'actualité dans la région. Il s'agissait d'analyser le contexte et d'élaborer une stratégie d'action syndicale pour résister aux réformes rétrogrades et plaider en faveur de réformes qui garantissent une meilleure couverture et davantage de droits. La CSA participe à des alliances visant à concrétiser les ODD, comme le Réseau Protection sociale, liberté et justice pour les travailleurs portant sur la cible 1.3 et l'Initiative Global Deal relative au dialogue social et au travail décent.



Gouvernance mondiale des migrations

Le Groupe de travail de la CSA sur les migrations a renforcé la coopération entre les organisations affiliées par l'action qu'il a menée à l'échelle continentale et au niveau du Cône Sud, des pays andins et de l'Amérique centrale. Nous avons fait participer des organisations affiliées et amies d'Argentine, du Brésil, d'Uruguay, du Paraguay, du Chili, du Pérou, du Guatemala, du Honduras, du Salvador, du Nicaragua, du Costa Rica et du Panama aux questions migratoires. Nous nous sommes également efforcés d'intégrer plus activement la participation des organisations affiliées des États-Unis et du Canada, dans la mesure où il s'agit de deux des principaux pays d'accueil de migrants à l'échelle planétaire. La DGB Bildungswerk et l'ACTRAV ont soutenu l'organisation des ateliers et des séminaires. Le travail mené a conduit les organisations affiliées à signer des accords bilatéraux et multilatéraux de coopération syndicale, politique et technique. Au Brésil, lors de la rédaction de la nouvelle loi sur les migrations, les organisations sociales participant directement à cette procédure ont consulté la CSA et les organisations affiliées dans le pays en qualité de référents pour le monde du travail. De plus, le groupe de travail a apporté un soutien fondamental à la participation des organisations affiliées à la 106^e session de la CIT, au sein de la Commission pour les migrations de main-d'œuvre, où il était représenté par son coordonnateur technique et trois autres participants. Du reste, avant la conférence, le groupe de travail a rédigé un document qui a servi à étayer la participation des militants de la région. La CSA a représenté les travailleuses et les travailleurs à la consultation régionale que la CEPAL a organisée au Chili autour du [Pacte mondial pour des migrations sûres](#), ordonnées et régulières, ainsi qu'au dernier cycle de négociation le concernant, en juillet 2017 à l'ONU.



Campagne « Comptez avec nous ! »

La formation des femmes a été améliorée à des fins d'autonomisation et d'influence politique, par un renforcement des capacités de direction des militantes. L'objectif est d'élaborer des actions allant dans le sens d'une application des conventions et des accords internationaux relatifs à l'égalité des droits et des chances des femmes et des hommes dans le monde du travail. On a poursuivi l'analyse de la situation en matière de couverture de la protection sociale (au regard des perspectives et des enjeux du mouvement syndical, en prêtant une attention particulière aux femmes). Partant de cette analyse, des conclusions ont été tirées sur la stratégie à promouvoir au niveau de la CSA en donnant suite aux principales lignes d'action approuvées dans le plan de travail de son CMTA. Cela concerne par exemple les violences auxquelles sont confrontées les femmes et l'économie des soins, dans l'optique d'élaborer des stratégies visant à influencer les politiques tant au niveau national que régional.



La formation des dirigeants et les mesures d'encouragement à occuper des postes de direction ont été renforcées dans la région, principalement du point de vue des questions de genre et de la jeunesse. Cela s'est fait au travers de programmes et de campagnes d'organisation et d'affiliation en lien avec le débat sur les défis du travail du futur.

Travail domestique



La campagne « Trabajo Doméstico: Trabajo como ningún otro, derechos como cualquier otro » (Travail domestique: un travail à nul autre pareil, des droits comme tous les autres) continue de promouvoir des stratégies de pressions politiques à l'appui de la mise en œuvre et de la ratification de la Convention n° 189. Quatorze pays l'ont ratifiée, le Pérou étant le dernier à l'avoir fait. Cela s'inscrit dans le cadre de la campagne « 12 + 12 » et du plan de travail adopté conjointement avec la Fédération internationale des travailleurs domestiques dans le but d'organiser et de former les travailleuses et travailleurs domestiques de la région.

Organisation

Organisateurs et autoréforme syndicale: dans le cadre du programme d'organisation et d'autoréforme syndicale mené par la CSA ces quatre dernières années, les activités de l'Académie d'organisation mondiale destinées aux Amériques ont permis de former des centaines de travailleuses et de travailleurs issus de ses organisations affiliées au Salvador, en République dominicaine, au Brésil, au Chili, au Venezuela, en Colombie, au Panama, au Costa Rica et au Guatemala. Au cours de cette période, la CSA a organisé des dizaines d'ateliers nationaux de formation de responsables de l'organisation et quatre académies régionales d'organisation (au Chili, au Panama et deux fois au Brésil). La CSA a aussi coordonné la participation de la délégation des Amériques aux trois Conférences mondiales d'organisation de la CSI organisées en Belgique, en Italie et au Canada. L'intégralité du contenu abordé a débouché sur la formulation de plans d'action nationaux, régionaux, sectoriels et locaux qui ont donné lieu à la négociation de conventions collectives, à des améliorations des conditions de travail, à une priorisation du travail d'organisation et à des





ITUC
CSI
CSI
IGB

International Trade Union confederation
Confédération syndicale internationale
Confederación Sindical Internacional
Internationaler Gewerkschaftsbund

campagnes syndicales qui ont permis aux organisations affiliées d'inscrire des milliers de nouveaux membres.